

Le mythe gouvernemental de la préoccupation écologique

Article rédigé par *Contrepoints*, le 08 janvier 2019

Source [Contrepoints] La vraie raison de la hausse de la taxe n'est pas écologique. Elle est budgétaire.

Officiellement, les tarifs du carburant augmentent sous l'effet de la TICPE pour freiner la consommation d'[énergie fossile](#). En regardant les chiffres de près, on comprend que la raison est inverse ! Et que la rigidité gouvernementale est beaucoup plus commandée par une situation budgétaire explosive que par des préoccupations écologiques. Voici la démonstration en chiffres.

On se propose ici de mener un exercice de *fact-checking*, comme disent un peu prétentieusement les journalistes, pour comprendre la situation de blocage qui se profile à l'horizon du gouvernement. Prévenons d'emblée le lecteur : l'ensemble n'est compréhensible que si et seulement si on se préoccupe de la réalité fiscale globale en France. Pour le cas qui nous occupe, l'exercice balayera la situation à grands traits depuis 2011, c'est-à-dire depuis le départ de Nicolas Sarkozy jusqu'à l'arrivée d'[Emmanuel Macron](#).

Officiellement, la politique de hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) s'explique par un engagement écologique du gouvernement. Si on veut vraiment [lutter contre le réchauffement climatique](#), il faut réduire notre consommation de carburants routiers.

On retrouvera ci-dessus l'appel à la morale et au sacrifice lancé par le Premier ministre Édouard Philippe.

Face à une telle argumentation digne d'un prêtre janséniste, aucun Français ne peut rester totalement insensible. Et c'est particulièrement vrai dans la *upper middle class* urbanisée qui a massivement voté Macron en 2017, habituée aux transports en commun et aux trottinettes électriques : comment défendre la planète en prenant sa voiture tous les jours pour aller travailler ? L'argument fait mouche chez tous les défenseurs d'un développement soutenable, durable, et autres thèmes à la mode.

Le problème vient de l'examen des chiffres, qui rendent difficile le maintien de l'argumentation officielle.

On n'entrera pas ici dans une guerre de chiffres et dans des distinctions sans fin sur les statistiques. Pour comprendre la suite, on notera simplement qu'il existe deux unités de mesure pour savoir si la consommation de carburant augmente ou diminue. L'une d'elles consiste à calculer la consommation de produits pétroliers au sens large (qui inclut le fioul de chauffage, soumis à la TICPE), l'autre limite le calcul au seul carburant routier. Ces nuances expliquent qu'il est parfois difficile de s'y retrouver dans les chiffres.

Toujours est-il que l'Union Française des Industries Pétrolières (UFIP), qui défend les intérêts du secteur, a publié [ce communiqué](#) particulièrement éloquent le 16 octobre 2018, comme pour ruiner par une anticipation magique le propos de l'exécutif :

En réalité, la consommation de carburant routier par habitant ne cesse de baisser en France depuis 2010 : on ne consomme pas plus de carburant routier aujourd'hui qu'il y a dix ans, mais avec davantage d'habitants.

Et, depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, la consommation a diminué de plus de 10 %.

Il faut comprendre ici qu'Édouard Philippe ne lance pas un appel à la fibre écologique tapie en chacun de nous parce qu'il trouve qu'on consomme trop de carburant. Il lance au contraire cet appel parce qu'il trouve qu'on n'en consomme pas assez. La taxe n'augmente pas parce que la consommation augmente, mais parce qu'elle décline ! Et comme elle décline, les recettes de l'impôt sont fragilisées et font défaut au budget de l'État.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.contrepoints.org/2018/11/06/329654-prix-du-carburant-langoisse-qui-se-cache-derriere-la-version>